

pas sans lendemain, et qu'ils dépassent leurs visées (souvent revendicatives) jusqu'à imposer un renversement du système en place.

«Il n'y a pas de sujet ou de type "émeutiers de novembre". Et il se peut bien qu'il n'y ait plus de sujet "étudiant". Tous, lorsqu'ils se donnent les moyens de mener l'affrontement, participent d'une même guerre. Une guerre qui traverse l'ensemble de notre existence. Une guerre menée chaque jour contre nous, et avec nous; au travail, à la fac, aux assediés; face aux flics, aux contrôleurs, aux managers; dans les espaces quadrillés et pacifiés de la métropole; dans les banlieues et dans les centre-villes. Ici, la pacification ne se mène pas à coup de blindés, comme à Beit Hanoun ou Oaxaca. C'est que le sang fait tâche au pays du savoir-vivre. La guerre y est sourde et diffuse; comme un bruit de fond, qui ne doit pas venir perturber l'illusion du "tout va bien". Et malgré tout, l'emballage se craquelle, à chaque émeute, à chaque saillie du ministre de l'intérieur, pour laisser apparaître la réalité de l'affrontement en cours.

C'est dans le cadre de cette pacification à bas bruit que se pose la question de l'organisation matérielle. "Être fidèle au mouvement anti-cpe" implique de se demander: comment les communautés de lutte forgées durant le printemps peuvent perdurer aujourd'hui. Et gagner en puissance».

(extrait d'un tract diffusé en novembre 2006 et intitulé
«Il faut soutenir les émeutiers de novembre»)

DE LA DÉMOCRATIE EN MILIEU ÉTUDIANT

Le mouvement, principalement dans sa composante étudiante, s'est organisé autour des Assemblées Générales (AG). Ce mode de fonctionnement, traditionnel des luttes étudiantes depuis des décennies, et la façon dont il a été pensé et pratiqué dans le cadre spécifique de la mobilisation anti-CPE, méritent à notre sens une analyse critique. Il nous est apparu, plus ou moins tôt dans le mouvement, que les AG, tout en étant le lieu central de l'organisation de la lutte, l'ont plutôt bridée et affaiblie que renforcée. Cela tient principalement à l'intégration des valeurs qui régissent l'organisation politique dans les démocraties, et dont les mécanismes sont reproduits dans les AG: conception de la politique comme une activité spécialisée – donc émergence d'une caste de gestionnaires (bureaucratie) et délégation de pouvoir – affirmation de la liberté comme une valeur individuelle, négation des antagonismes sociaux et pseudo-égalité citoyenne, soumission à la loi de la majorité et rejet des initiatives autonomes. Le *démocratisme*, l'idéologie de la démocratie, qui a régné sur les AG, a produit toute une série de limitations, de freins au développement d'un mouvement fort, capable de rechercher et d'obtenir plus que le simple retrait d'un bout de projet de loi.

Pour éviter d'être mal compris-e-s, nous précisons que si nous pointons ce qui est problématique (et parfois ce qui est

intéressant) dans le fonctionnement des AG et dans la façon dont elles ont été pensées, cela ne signifie pas pour autant qu'elles n'ont été que ça, ni a fortiori qu'elles le seront toujours : ce que nous énonçons ne sont pas des vérités absolues qui ne connaîtraient aucun contre-exemple, mais des tendances générales de ce mouvement.

Les AG sont souvent organisées et convoquées par des militant-e-s, c'est-à-dire des gens, souvent encarté-e-s dans des syndicats ou des partis (UNEF, SUD, Cé, FSE, LO, LCR, JC, MJS, etc.), qui cherchent à faire éclore une mobilisation politique à la fac, sur tout un tas de sujets (c'est pas les causes qui manquent). Leur objectif est de mettre en place un espace où illes vont pouvoir toucher d'autres gens, qu'on appellera les étudiant-e-s-lambda-qui-se-sentent-concerné-e-s : «ouais c'est sûr, ça serait bien de faire quelque chose, c'est bien toi au moins t'as des idées et t'y crois, mais tu vois moi la politique tout ça j'y crois pas»; dénomination qu'on réduira par la suite à «les étudiant-e-s». Les militant-e-s appellent donc à une AG, la magie des circonstances fait que, cette fois-ci, contrairement à la dizaine d'AG précédentes appelées sur la fac dans l'année, en soutien aux émeutier-e-s ou contre l'état d'urgence par exemple, des étudiant-e-s viennent.

Les militant-e-s se placent à la *tribune*, c'est-à-dire au bureau du prof, et les étudiant-e-s sont sur les bancs de l'amphi où a lieu l'AG. Le rôle de la tribune est de gérer les discussions, c'est-à-dire qu'elle propose un ordre du jour, amendable en début de séance, qu'elle distribue les tours de parole et qu'elle cadre les débats. En réalité ce ne sont pas tou-te-s les militant-e-s qui sont à la tribune, mais une demi-douzaine qui représentent au mieux les différentes factions en présence par souci démocratique : syndicats, partis, et les inévitables non-encarté-e-s, qui, s'illes ne bénéficient pas de toute la logistique d'une organisation pour faire valoir leur légitimité, peuvent compter sur le pouvoir symbolique que procure l'indépendance vis-à-vis de ses organisations.

La tribune veille à limiter le nombre de prises de parole en instaurant une liste de tours de parole où chaque personne qui demande à s'exprimer est inscrite au fur et à mesure. Il ne faut pas en conclure pour autant que sur un sujet donné il n'y a pas plusieurs interventions allant dans le même sens : au contraire, les logiques de polarisation des positions autour de deux camps, l'obligation pour les organisations de s'exprimer sur chaque point, quand bien même leur avis a déjà été exposé, et le caractère moutonnier de la masse des étudiant-e-s poussent à ce qu'un point de vue soit répété au moins une demi-douzaine de fois. Toute discussion sur le fond est rendue quasiment impossible puisqu'on ne peut pas se répondre directement et l'important devient alors simplement d'exprimer son point de vue, sans réellement se soucier de ce qu'il peut apporter de nouveau à l'assemblée.

Au bout d'un moment, la tribune clôt la liste d'inscriptions, souvent au moment exact où, d'abord dépitée par l'affligeant spectacle auquel elle est en train d'assister, une personne désireuse de réellement faire avancer le mouvement allait prendre la parole ; et c'est d'autant plus vrai pour celles et ceux qui n'ont pas l'expérience de ce genre de situation.

On peut maintenant passer au vote entre les différentes propositions que la tribune a plus ou moins bien retranscrites. Il y a d'ailleurs parfois quelques rectificatifs à faire sur le sens d'une proposition, comme quand «débrayer un lycée», c'est-à-dire y entrer en forçant les portes s'il le faut et en faire sortir les élèves pour qu'ils rejoignent le mouvement, se transforme en faire «passer le trajet de la manif devant». Ensuite, le miracle de la démocratie opère, et après un ou plusieurs comptages des mains levées plus ou moins litigieux, parfois à quelques voix près, une décision est proclamée. Si cette prise de décision concerne le blocage de la fac, elle est immédiatement suivie du départ des anti-bloqueur-e-s, qui ne viennent en AG que pour voter le déblocage. En effet, le principal souci des participant-e-s à l'AG étant que celle-ci soit démocratique, les anti-bloqueur-e-s et les

partisans du CPE (qui sont souvent les mêmes) y étaient acceptés. Tout ceux qui s'opposent plus ou moins activement au mouvement étaient les bienvenu-e-s sous réserve qu'elles justifient leur appartenance à l'université.

Pour s'assurer d'être parfaitement démocrate, il y a aussi tout un panel de règles à respecter, variant d'une AG à l'autre : on peut élire la tribune à chaque fois, obliger ses membres à changer d'une séance à l'autre, y imposer un-e non-encarté-e, voire un-e anti-bloqueur-e, limiter les temps de parole (jusqu'à 1 minute), interdire les applaudissements (remplacés par des gestes silencieux avec les mains) et les huées, faire voter les décisions après chaque discussion ou toutes regroupées à la fin, exiger une carte d'étudiant pour voter et/ou le vote à bulletin secret, décider de ne voter que des résolutions concernant la fac dans laquelle se tient l'AG, décider de ne voter aucune résolution concernant la fac dans laquelle se tient l'AG, proclamer la révocabilité des mandaté-e-s, etc.

Selon le stade du mouvement, le déroulement de l'AG n'est pas tout à fait le même : au début, elle prend plus la forme d'un meeting, les militant-e-s doivent convaincre qu'il faut se mobiliser, donc elles préparent de beaux discours sur le CPE, la précarité, les attaques du gouvernement qui n'est même pas vraiment démocrate parce qu'il utilise le «49-3» (l'article de loi qui a permis de faire passer la LEC sans qu'elle soit votée par l'assemblée nationale), la casse du droit du travail, et plein d'autres trucs sur lesquels les étudiant-e-s devraient se mobiliser. Ce tour de chauffe participe à élaborer en début de mouvement la liste de revendications qui sera portée par l'AG, toute tentative d'élargir ce cadre sera freinée par les plus réformistes. Ainsi, il est tout juste envisageable de cumuler au retrait du CPE celui du CNE, mais surtout pas le refus du CDI, il s'agit d'être crédibles, de demander plus de postes au CAPES ou dans les cas les plus fous le retrait de la loi CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et Demandeurs d'Asile). Le souci autour d'une revendication étant de ne pas paraître trop naïf ou idéaliste vu

que c'est quand même à l'État qu'elle s'adresse, elle se limite à demander la modification ou le retrait d'une loi, la plupart du temps avec des considérations corporatistes. Au fur et à mesure que le mouvement se développe, la parole en AG est moins monopolisée par les militant-e-s et les discours critiques envers la politique gouvernementale pour tourner plus autour de l'organisation du mouvement, des questions du blocage, des actions à mener ou du mandat que les délégués porteront aux coordinations nationales.

Selon les endroits, l'ambiance est plus ou moins houleuse : ici on aura instauré un climat pacifié où l'invective directe sera bannie, là l'AG évoquera les grandes heures des séances à l'Assemblée Nationale, avec force huées, applaudissements, «ooooh» de réprobation, insultes, etc.

En parallèle des AG, c'est au sein des commissions ou comités que les grévistes les plus enthousiastes à l'idée de s'impliquer dans la lutte se retrouvent. À l'écart des anti-bloqueur-e-s et du cadre quasi-professionnalisant de la prise de tour de parole des AG, il y est possible de discuter, de débattre et d'en faire émerger une intelligence collective. Tenter de comprendre ensemble ce qui se joue dans la lutte et trouver les moyens de l'intensifier. De plus, leur taille réduite permet de se familiariser avec tout-e-s les participant-e-s, et donc de parler plus librement de sujets ou de stratégies qui pourraient mettre la puce à l'oreille des flics présents dans les assemblées. Ce cadre a pu alors être le lieu où trouver des complices, où se constituer en communauté de lutte et voir naître des plans d'actions, des amitiés. Y persistaient des militant-e-s avides de pouvoir ou opposés à l'émergence d'une dynamique subversive, mais le rapport de force leur est moins favorable qu'au sein des AG et leurs coups bas peuvent être plus ou moins déjoués. Cependant, les commissions n'étaient pas non plus un *en-dehors* à la démocratie, et en développaient aussi les travers ; s'y jouaient notamment la séparation des tâches avec par exemple une commission action, une commission

réflexion, sous entendant qu'une action ne se réfléchirait pas ou bien qu'une réflexion ne se traduirait pas en actes.

L'AG, terrain des petites et grandes manoeuvres bureaucratiques

L'AG et son organisation sont le terrain de prédilection des partis et syndicats, un territoire connu, maîtrisé, propice au prosélytisme, à la récupération d'adhérent-e-s potentiel-le-s, à l'infiltration des bureaucrates, ces gestionnaires de la contestation sociale. Malgré cela chaque mouvement étudiant doit avoir ses AG, aussi stériles soient-elles ; les syndicats se démènent pour les mettre en place, car pour eux c'est ici que la part la plus importante du mouvement se joue. Dans certaines villes, comme à Lyon, la gestion des AG se décidait une demi-heure avant lors de réunions informelles regroupant principalement les bureaucrates de différentes chapelles afin de maîtriser leur déroulement, matérialisant là une distinction entre ceux qui gèrent et ceux qui assistent aux AG.

Les techniques de contrôle et de manipulation des syndicats y font leurs preuves, leur discours est plaisant, fait de slogans fédérateurs et d'autres vieilles recettes bien connues, ne s'écartant pas de celui de l'idéologie dominante que l'on peut retrouver dans les médias, il paraît beau, grand, mais est assurément vide. Le style tribun est toujours très apprécié. Le plus plébiscité est généralement celui qui finit sur un ton très énervé et en détachant bien toutes les syllabes, parfois même avec un geste énergique de la main, poing fermé et index tendu, en clamant un classique « et faut qu'on leur montre, à Chirac, Villepin et Sarkozy, que la jeunesse de ce pays, *elle va pas se laisser faire !* » ; quoi que l'intervenant ait dit avant, c'est les applaudissements assurés. Plus l'orateur-e est bon-ne, plus le spectacle peut avoir lieu, nous pouvons applaudir, huer... que l'on applaudisse un argument qu'on avait hué quelques minutes auparavant n'est pas grave en soi, dès l'instant où l'on

s'inscrit dans la majorité du moment. Cette inconséquence assez courante montre bien le caractère manipulable de la forme AG, ce dont les organisations bureaucratiques savent tirer profit. Mais tou-te-s les militant-e-s ne font pas de bon-ne-s orateur-e-s, et quand une organisation n'en a pas de potable, comme elle doit quand même tenir son rôle, ça donne des épisodes assez comiques, surtout quand celui ou celle qui s'y colle est un-e marxiste fossilisé-e : « Oui et ben voilà, nous à la FSE on aimerait dire que la lutte en cours s'inscrit dans une politique d'offensive du capital contre les acquis du camp des travailleurs et que tous les prolétaires, du Nigeria au Bangladesh, des universités aux usines, doivent se regrouper pour y faire face et s'opposer au CPE » ; comme quoi dans une AG, on peut très bien dire des choses justes tout en étant ridicule...

Les différentes organisations bureaucratiques se trouvent en concurrence, puisque leur objectif premier est de se placer en tant que représentant légitime du mouvement. Mais dès l'instant où l'AG devient moins contrôlable, les bureaucrates savent faire front commun pour ramener l'organisation de la lutte sur les bases réformistes qu'elles maîtrisent.

Les manipulations bureaucratiques pouvaient revêtir plusieurs formes, dont on trouve des illustrations dans le guide pratique de gestion des AG du parfait militant UNEF¹. Ça peut aller jusqu'à la collaboration, la calomnie, la délation, par exemple accuser des gens d'avoir participé à la casse dans les manifs et les désigner publiquement. L'enjeu pour les gestionnaires est de discréditer leurs adversaires et leurs pratiques, histoire d'assurer et de maintenir leur place au sein de l'AG. Leur présence impose de fait une limite certaine quant aux possibilités d'élaboration concrète en termes de réflexion comme d'actions ; souvent, les interventions discordantes ne pouvaient et ne devaient être entendues. Les organisations bureaucratiques étaient prêtes à

1 – L'Union Nationale des Etudiants Français a en effet eu la bonne idée de consigner ses techniques de bonne gestion des AG dans un petit fascicule, qu'on pourra trouver sur paris.indymedia.org/article.php3?id_article=510055

tout pour maintenir leur pouvoir sur l'AG, même si avec l'avancée du mouvement, leur emprise s'affaiblissait sérieusement.

Dans certaines villes il n'y avait pas d'organisations assez implantées pour jouer ce rôle au sein de l'AG, mais ce mode de fonctionnement est tellement intégré qu'apparaissent spontanément de nouveaux gestionnaires, bien que non-encarté-e-s. De même, quand les organisations gestionnaires étaient mises hors jeu par une réaction anti-bureaucratique des membres de l'AG, elles pouvaient être remplacées par des bureaucrates «free lance» qui perpétuaient les mêmes modes de fonctionnement, et maintenaient l'AG sous sa forme classique.

Il est en effet intéressant de noter qu'on a souvent retrouvé, avec une plus ou moins grande intensité, une sorte de rejet de la bureaucratie, ou tout au moins une défiance envers les partis et syndicats étudiants, chez la grande majorité des personnes engagées dans la lutte (mis à part quelques résidus staliniens dont la principale utilité dans le mouvement a été de permettre de se faire plaisir en ressortant les vieux slogans situs de 68). Mais ce rejet s'est aussi exprimé dans la valorisation du fait d'être «sans étiquette», voire «apolitique», et se présenter ainsi dans une AG participait à s'assurer la sympathie de l'auditoire. Comme si ce qui était reproché aux bureaucrates n'était pas de confisquer l'expression et la direction du mouvement mais le simple fait de s'organiser pour faire exister ses convictions politiques. Finalement, la posture anti-bureaucratique a également renforcé l'incapacité des membres de l'AG à développer des formes organisationnelles et des aspirations politiques propres, et n'a fait que permettre à la bureaucratie de s'installer dans les faits à la tête du mouvement.

Délégation de pouvoir

Le mode de fonctionnement des AG a permis, voire requis, l'apparition d'une bureaucratie, et a ainsi affaibli le mouvement,

notamment en entretenant une certaine passivité chez les personnes impliquées.

Pour une majorité des étudiant-e-s présent-e-s aux AG, celles-ci étaient principalement des lieux d'informations sur la reconduite du blocage, éventuellement sur les actions de la veille, voire sur le compte rendu de la dernière coordination nationale. Un rapport de consommation se met en place, en ce sens que la participation à la lutte, sa *production* se joue dans les occupations, la réappropriation de la rue et les actions de blocage économique où elle est prise en charge par un nombre restreint de personnes et non pas dans les AG qui s'approprient le rapport de force ainsi créé mais qui, de part leur organisation, se réduisent à des dispositifs stérilisateurs. On y est en spectateur, on applaudit, parfois on s'y sent acteur et alors on lève la main pour prendre un tour de parole et le plus souvent seulement pour voter. Alors que le principe de base des AG est précisément de rendre possible la prise de décision en fonctionnant sans représentant-e-s, la façon dont elles ont été pratiquées durant le mouvement a reproduit le schéma démocratique: l'activité politique s'y est trouvée réduite au choix individuel de voter pour ou contre les propositions apportées par quelques groupes. Les membres de l'AG restaient cantonné-e-s dans leurs positions d'individus séparés les uns des autres; les relations entre eux, médiatisées principalement par l'expression de leur vote, ne constituaient pas une réelle communauté de lutte.

Ce qui fait la force des AG, et par conséquent d'une partie du mouvement, c'est l'union de centaines de personnes, sur la base d'aspirations communes, pour construire une lutte sociale. Passées à la moulinette démocrate, l'union et les aspirations éclatent en une insipide collection de points de vue individuels, en revendications partielles, et le fractionnement du pouvoir de l'AG en autant de parties qu'elle a de membres – chacun-e étant renvoyé-e à un statut assimilable à celui du citoyen dans nos démocraties – permet et même nécessite un fonctionnement basé sur la délégation de pouvoir. L'action de déléguer son pouvoir à un

groupe restreint de participant-e-s fait naître une caste dirigeante qui gère l'organisation et le déroulement des AG et de cette façon perpétue l'existence du consumérisme. Les AG, incapables de fonctionner autrement qu'en s'en remettant à un groupe restreint, désignent commissions et comités pour qu'ils prennent en charge les domaines de la lutte correspondant à leur spécificité. Officiellement, ces espaces se doivent d'être des émanations de l'AG, et n'avoir qu'un rôle technique d'exécution, mais dans les faits, c'est là que se jouent réellement les orientations du mouvement.

Si un groupe (commission, comité, groupe informel de «leaders étudiant-e-s» locaux, etc.) se trouve dépositaire du pouvoir de l'AG, aussi sincère fût-il dans sa volonté de faire avancer le mouvement, il développe automatiquement un objectif parallèle, qui est celui du maintien de son propre pouvoir et de sa reconnaissance en tant que représentant du mouvement. Volontairement ou non, les leaders sont amené-e-s à s'opposer aux initiatives qu'elles ne maîtrisent pas (une occupation non décidée en AG par exemple), d'une part parce qu'elles se sentent responsables des orientations que prend la lutte et d'autre part parce que la direction du mouvement risque tout bonnement de leur échapper. Même celles et ceux qui prônaient l'action directe et violente contre le capital avant de se retrouver en position de dirigeant-e-s en viennent à ne plus cautionner la moindre dégradation, au nom de la fonction dont elles sont investi-e-s. Évidemment nous ne reprochons pas ici aux dirigeant-e-s de tenter d'être fidèles à ce qu'elles croient être leur mandat, d'ailleurs nous ne leur reprocherions pas non plus de ne pas l'être : ce que nous critiquons ce n'est pas une attitude, mais une fonction, et cette fonction en elle-même fige la lutte autour de pratiques peu offensives, et donc constitue une limitation du mouvement.

En fait, les groupes qui se forment dans la lutte sont intéressants dès lors qu'ils ne se conçoivent pas comme dépositaires du pouvoir de l'AG mais comme force de proposition autonome. Ils sont à la fois plus libres de lancer des initiatives que s'ils le faisaient au nom de la masse plus ou moins inerte des étudiant-e-s qui

constitue les assemblées et plus à même de mettre les personnes qui viennent participer à la lutte en dilettante devant l'obligation de prendre parti. L'AG devient alors l'espace de confrontation des différentes initiatives portées par différents groupes, que ce soit pour se renforcer mutuellement ou pour s'opposer le cas échéant, mais au moins elle est véritablement le lieu où se compose la puissance du mouvement, alors que lorsqu'elle est vécue comme l'espace démocratique où chacun-e vient voter pour telle ou telle proposition et désigner des représentant-e-s, elle est le lieu où cette puissance se décompose.

«Liberté d'expression»

La critique de l'existence d'une bureaucratie et de la délégation de pouvoir a été fréquemment formulée et relativement entendue dans le mouvement ; en effet elle peut s'appuyer sur le démocratisme ambiant et en exploiter les contradictions. Mais l'idéologie démocratique a aussi produit des écueils plus ardues à critiquer, parce qu'ils en constituent les dogmes fondamentaux. Pourtant, cette critique s'impose avec d'autant plus de force que ces dogmes ont abouti à la faiblesse à la fois la plus stupide et la plus évidente du mouvement : la présence tolérée de ses ennemi-e-s déclaré-e-s dans les AG : pro-CPE, UNI (Union Nationale Interuniversitaire, syndicat étudiant proche de l'UMP), anti-bloqueur-e-s, médias... Même le dernier des démocrates doit reconnaître que l'hypertrophie de la place accordée au débat autour du blocage dans les AG les a rendues stériles et revenait à se tirer une balle dans le pied (est-il besoin d'épiloguer longtemps sur l'absurdité qu'il y a à discuter de la légitimité de modes d'action avec des personnes pour qui la lutte elle-même est illégitime?). Seulement, les participant-e-s aux AG se trouvaient dans l'impossibilité morale de refuser aux anti-bloqueur-e-s d'y assister, et ceux-ci savaient en jouer et mettre en avant leur *liberté d'expression*.

Ce principe a en effet servi à justifier que n'importe quel

membre de la communauté universitaire puisse venir s'exprimer en AG, sans qu'il soit même évoqué la possibilité d'en exclure les ennemi-e-s du mouvement. À vrai dire, la défense de la présence des anti-bloqueur-e-s, quand elle se limite à l'invocation de la liberté d'expression *stricto sensu*, repose sur une arnaque : en réalité ce n'est pas parce qu'on autorise chacun-e à s'exprimer sur n'importe quoi qu'on accepte les anti-bloqueur-e-s¹, mais précisément parce qu'ils s'opposent au mouvement. Ainsi, il est clair que si l'AG est posée comme un lieu où l'on discute du mouvement, elle n'est pas considérée comme le lieu où celui-ci se construit, puisqu'on y prend en compte le point de vue de celles et ceux qui s'y opposent. À la limite, que certain-e-s éprouvent le besoin de confronter leurs idées avec les partisans du CPE ou les opposant-e-s au mouvement au sens large, pourquoi pas ; mais se servir des AG pour mener ce débat est une énorme faute, et ce d'autant plus qu'à l'évidence elles ont été encore plus stériles en ce qui concerne la discussion entre «pro» et «anti» que pour la construction du mouvement. Pour notre part, il nous a semblé que les barricades à l'entrée des facs étaient un lieu d'échanges et de débats avec les anti-bloqueur-e-s amplement suffisant pour se rendre compte que nos intérêts sont inconciliables dans la plupart des cas, et quelques fois aussi pour les convaincre de nous rejoindre.

La volonté d'inclure dans l'organisation du mouvement chaque personne qui avait une carte d'étudiant, y compris les anti-bloqueur-e-s, tient au fait que derrière le principe de liberté d'expression se cache un des a priori idéologiques fondamentaux du démocratisme : si tous les points de vue doivent être pris en compte, c'est parce qu'ils ne sont pas considérés comme les expressions d'une *position*, à laquelle on peut adhérer ou s'opposer, mais comme des *opinions*, au sens que donnent à ce terme les instituts de sondages. On est pour ou contre le blocage ou le CPE

1 – Pour le prouver par l'absurde, il est évident qu'une personne revendiquant son droit de parler en AG d'une question quelconque sans aucun rapport avec le mouvement se verrait répondre que ce n'est pas le lieu pour ça.

comme on préfère le Coca au Pepsi, Jospin à Chirac ou Joey Starr à K-marco, *c'est notre choix*, c'est comme ça. À partir de là, toutes les opinions se valent et sont également respectables, puisqu'elles résultent d'un choix individuel, et remettre ceci en cause c'est s'attaquer à la Liberté de l'individu.

Et l'argumentation est la même quand il s'agit de dénoncer le blocage : «vous êtes libres de vous opposer au CPE, je suis libre d'aller en cours». La Liberté –de s'exprimer, d'étudier, etc. – a été le principal cri de ralliement des opposant-e-s au mouvement, dans la droite ligne du lobby ultra libéral anti-grève «liberté chérie». Si dans la pratique ce mot d'ordre n'a pas empêché le blocage (mais l'a certainement restreint ou rendu plus difficile en beaucoup d'endroits), en revanche les AG, minées par le démocratisme, n'ont pas su résister à cet argument massue. Et pourtant cette conception de la liberté, celle de la démocratie, celle des droits de l'homme, celle de la devise française, celle qui s'arrête-là-où-commence-celle-d'autrui, devrait être une des principales cibles du mouvement, puisque c'est aussi la liberté, pour le patron, de se «séparer» de son employé-e comme bon lui semble, celle pour les «Français-es» de «travailler-plus-pour-gagner-plus», celle du riche d'être riche et du pauvre d'être pauvre. L'incapacité du mouvement à formuler une critique de cette conception individualiste de la liberté, alors que son existence même en était une critique par les actes, a été une de ses principales faiblesses.

Défendre le principe de *liberté individuelle*, c'est considérer que le point de vue de chaque individu est une résultante de son libre choix, indépendamment des conditions sociales et de sa propre position dans la société. D'une part, cela revient à valoriser comme l'expression la plus haute de l'émancipation humaine le simple fait d'avoir une opinion, puisque ça prouve la *liberté de penser*¹. D'autre

1 – Florent Pagny, avec sa chanson *Ma liberté de penser* (2003) a plutôt bien représenté ce courant libéral faisant abstraction des conditions sociales d'existence, puisque ce bourgeois friqué trouve le moyen de se faire passer pour un pauvre sans le sou dont la dignité tiendrait dans la subjectivité de sa pensée (pensée dont par ailleurs on ne saura rien, le statut d'artiste se

part une telle vision du monde masque complètement les antagonismes sociaux: il n'y a plus des exploité-e-s et des exploitateur-e-s, des dominé-e-s et des dominant-e-s, avec de chaque côté une position de classe, une culture, une conscience et des aspirations différentes ou opposées, il n'y a plus que des individus «libres et égaux»; libres dès l'instant où ils ont une opinion, égaux parce que toutes les opinions se valent.

Si le mouvement dit anti-CPE s'est développé dans ces proportions, c'est bien en réaction à une intensification de l'exploitation salariale (ou plus exactement à l'inscription dans la loi de cette intensification), c'est bien sur la base d'un *conflit social*. Mais dans son mode d'organisation, du fait de l'intégration de l'idéologie démocratique qui nie cette conflictualité, il n'a pas souvent été capable de se voir autrement que *consensuel*, en faisant des AG un lieu de tentatives de conciliation entre ceux qui sont censés l'animer et ceux qui lui sont hostiles. Ainsi, le mouvement n'a pas su reconnaître et n'a pas voulu affronter ses ennemi-e-s, il a tenté de parlementer, de faire entendre leur point de vue. De plus, là où il y a compromis il ne peut plus y avoir une réelle élaboration politique, puisque l'espace de la politique est justement l'espace de confrontation des différentes forces sociales. Dans les AG il n'y avait plus cette radicalisation des positions, des lignes de démarcation sociale. Radicalisation qui fait que les personnes impliquées sont poussées à réellement s'engager dans la lutte, à prendre parti.

«Légitimité»

La mise en avant de la liberté d'expression parmi les principes des AG telles qu'elles ont été conçues dans ce mouvement tient aussi au mot d'ordre de *légitimité*, repris quasi unanimement par

suffisant à lui-même – vide de la rébellion ou rébellion du vide?): «*J' peux vider mes poches sur la table – Ça fait longtemps qu'elles sont trouées – Baisser mon froc j'en suis capable, mais vous n'aurez pas – Ma liberté de penser.*»

les leaders, bureaucrates ou non, et de manière générale par toute l'AG. Tous les conflits se jugent à l'aune de la légitimité, notamment les deux débats centraux: autour du blocage et autour de la casse.

Toute l'argumentation anti-blocage tourne autour de son caractère «anti-démocratique», et selon le rapport de force en présence dans chaque fac, la légitimité du blocage doit être démontrée par un vote en AG. Cet attachement aux valeurs démocratiques des anti-bloqueur-e-s, qui de par leur position se retrouvent du côté de l'ordre établi, illustre bien comment ces valeurs sont des instruments du pouvoir pour se maintenir. Évidemment, la fidélité des partisans de l'ordre aux principes démocratiques est à géométrie variable, et on a pu se rendre compte dans certaines villes que les anti-bloqueur-e-s, l'administration ou les flics ne se gênent pas pour passer outre la «légitimité» du blocage quand illes sentent le rapport de force en leur faveur.

Qu'on nous comprenne bien: ce n'est pas l'hypocrisie avec laquelle les ennemi-e-s du mouvement utilisent la notion de légitimité qui pose problème (on ne s'offusque pas des sales coups de l'ennemi quand on le considère comme tel, on les lui rend) mais bien son acceptation par les protagonistes de ce mouvement, qui s'empressent trop souvent de fournir toutes les garanties démocratiques que leurs adversaires exigent d'eux (référendum sur le blocage, mais aussi gestion des «éléments incontrôlés» en manif ou dans les occupations, etc.). La légitimité, telle qu'elle a été mise en avant, c'est le souci d'inscrire le plus possible les causes, les moyens et les revendications de la lutte dans le cadre préétabli des lois et des valeurs dominantes, celles-là même qui sont précisément ce contre quoi on lutte, plus ou moins consciemment. Déterminer les caractéristiques de la lutte suivant ce critère, c'est donc se condamner à l'impuissance, se rendre incapable d'affronter, de vaincre, ce à quoi on s'oppose.

À l'inverse, un des principaux moyens de la lutte, le blocage des facs, ne s'est développé que parce que dans un certain nombre de lieux bloquer c'était développer le rapport de force, indépendamment

de la question de la légitimité. Ce n'est qu'ensuite, une fois qu'il s'est imposé comme forme de lutte efficace, qu'il a été possible de lui donner une légitimité par le vote en AG.

En effet les AG ont été investies du rôle d'instances *représentatives* du mouvement qui devaient déterminer la validité de ses formes d'expression. On peut considérer qu'il vaut mieux pour le mouvement que sa légitimité soit définie par les AG plutôt que directement par les pouvoirs publics ou les médias, mais dans la pratique ce monopole de l'expression légitime du mouvement a participé à en restreindre la portée. D'abord l'AG s'impose comme passage obligé pour prétendre participer à la lutte : toute initiative indépendante (blocage, sabotage, etc.) tend à être discréditée comme «anti-démocratique» puisque n'émanant pas du seul espace légitime pour représenter le mouvement. De même, critiquer le mode de fonctionnement des assemblées générales, c'est risquer d'être taxé d'anti-démocrate, voire de «para néo-fasciste» ou d'«anti-France», puisque cela revient à s'attaquer à ce qui permet d'énoncer la légitimité démocratique du mouvement.

Dès lors, la pertinence d'une action n'est pas évaluée selon son poids dans l'intensification du rapport de force ; ne seront retenues que les actions soumises au vote en AG et qui auront obtenu une majorité de suffrages exprimés. Car les AG adoptent les modalités de prise de décision de la démocratie telle qu'on la connaît, c'est-à-dire le vote, donc la loi de la majorité. Cela signifie que même si un groupe porteur d'une proposition vient la présenter en AG, il peut se voir refuser de la mettre en pratique. Ces deux niveaux de contrôle sur les initiatives proposées, la présentation à l'AG et la validation par un vote majoritaire, ont contribué à limiter la diversification des moyens d'actions et la multiplication des coups portés à l'ennemi, d'abord en poussant les groupes qui pouvaient être porteurs de telles initiatives à s'auto-limiter, et ensuite en empêchant les étudiant-e-s qui auraient été intéressé-e-s de venir les renforcer.

Évidemment les pratiques les plus soumises à la censure des AG étaient les plus offensives, celles qui étaient rejetées au nom de la *non-violence*, garante de la *crédibilité* du mouvement¹. À tel point qu'il semble que l'important n'est pas qu'un mouvement soit puissant, mais qu'il soit crédible ; la crédibilité étant entendue non pas comme le fait d'être pris au sérieux par ceux contre qui on lutte, mais comme le soutien du mouvement et de ses formes d'expression par l'*opinion publique*. La préoccupation louable de construire une lutte qui rencontre un écho dans la population est alors dévoyée en la volonté forcenée de coller à sa représentation médiatique : l'opinion publique, ce n'est que les micro-trottoirs des usagers-pris-en-otage-par-les-grévistes savamment sélectionnés, les résultats des sondages (qui sont aussi peu significatifs quand ils sont favorables que défavorables), les lieux communs répétés à longueur de journaux ; c'est une couche d'idéologie dominante plaquée sur les aspirations de la majorité des personnes censées se reconnaître à travers elle. Vouloir coller à l'opinion publique, rechercher la crédibilité, c'est donc toujours se conformer aux normes qui régissent la contestation dans nos démocraties pacifiées : faire dans le symbolique, dans le «sympa», le «bon-enfant», et ne tolérer aucune manifestation de colère et de rage, aucune intensification du conflit vers un véritable affrontement.

De là une formidable activité de séparation pour distinguer le mouvement officiel des «casseur-es», à coups de vote de motions dénonçant la violence ou d'appel à des actions «pacifistes». Heureusement, cela n'a pas été le cas partout, et dans les villes où le mouvement était le plus avancé, à Rennes par exemple, les AG revendiquaient au contraire l'action violente («*nous sommes tous des casseurs*»), et même dans les villes les plus pacifistes la répression policière a commencé à ébranler la doctrine non-violente.

1 – «*Les casseurs décrédibilisent le mouvement*» : quiconque s'est intéressé-e de près ou de loin à ce qu'il s'est passé ce printemps a été confronté-e à ce poncif.

La recherche de légitimité comme acceptation du cadre fixé par les autorités se traduit aussi par l'injonction à être *constructif*: il ne faut pas seulement lutter *contre*, il faut aussi apporter des réponses. Cette position est certes défendable dans l'absolu, un mouvement étant plus intéressant et plus puissant quand il est porteur d'un projet positif, mais elle s'est souvent restreinte à: «pour qu'on soit crédible il faut qu'on propose des solutions au problème du chômage des jeunes». Cela revient à concevoir le problème dans les termes des dominants (gouvernement, médias, etc.), et donc à considérer que l'opposition au pouvoir qui se manifeste dans la lutte n'est pas fondée sur des différences de conceptions du monde, ni sur des différences de positions sociales, mais sur l'incompétence des dirigeant-e-s. On peut ainsi assister à des scènes affligeantes en AG, où des commissions sont formées pour trouver des alternatives au CPE, comme si le gouvernement n'attendait que les conseils d'une poignée d'étudiant-e-s de Sciences-po pour enfin arrêter de nous pourrir la vie. Cette conception des choses tente d'invisibiliser la question de l'exploitation et la guerre sociale, de ramener l'affrontement sur le terrain de la démocratie politique – celui des partis et des élections. Chacun-e avance alors sa solution partielle, sans se poser la question de la cause structurelle du problème, et le débat ne concerne plus que ceux qui veulent gérer la société telle qu'elle est, inégalitaire et oppressive. Quand cette conception triomphe, le mouvement s'offre aux récupérateur-e-s de toutes sortes, et tout ce à quoi il peut aboutir est le changement des têtes des dirigeant-e-s.

Fort heureusement pour le mouvement, les AG ne se sont pas limitées au rôle d'instances chargées de le contraindre dans un cadre acceptable pour l'ordre établi. En tant que point névralgique de l'organisation, elles ont aussi servi de lieu de rencontre, de confrontation¹ des personnes et groupes réellement impliqués.

1 – C'est-à-dire possible opposition: refuser dans les AG les ennemis du mouvement ne signifie pas qu'il faille en faire des espaces pacifiés où tout

Il est d'ailleurs intéressant de constater que c'est quand elles abandonnaient leur vocation d'organes décisionnels et «démocratiques» (au sens où elles ne cherchaient plus à dégager du consensus tout en regroupant des positions inconciliables) qu'elles ont été le plus intéressantes; c'est arrivé dans certaines villes, avec la mise en place d'AG de bloqueur-e-s, chargées d'organiser la lutte sur un des lieux où elle se menait. Inversement, les groupes qui critiquaient le fonctionnement des AG et qui ont pris le parti de les désertir ont été marginalisés et n'ont pas vraiment pu diffuser leurs idées et leurs pratiques. Reste que l'AG, même si elle a un rôle important d'unification et d'organisation, n'est pas le lieu de construction effective du mouvement, d'abord basé sur un rapport de force qui s'intensifie dans les manifs, les actions et les blocages, et sur une communauté de lutte qui se constitue autour des occupations.

le monde serait d'accord. Au contraire, il faut recentrer les discussions en AG sur les désaccords et les différences de conceptions internes au mouvement pour tenter de les dépasser, sans perdre de vue toutefois que ce genre d'espace, de par sa taille, n'est pas vraiment propice à l'élaboration d'une intelligence collective.